

Rapport financier trimestriel

Période terminée le 30 septembre 2017

Deuxième trimestre de l'exercice 2017-2018

Publié le 29 novembre 2017

TELLENT
Canada



TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE MISSION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	3
	PERSONNEL.....	3
4.	GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	4
5.	GESTION DU RISQUE.....	4
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	4
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS.....	5
	DÉPENSES DE SOUTIEN.....	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	7
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE.....	8
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	9
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	10
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2017.....	11
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	12
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	13
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	14
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	15
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	16
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	17
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	17



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des productions canadiennes, sur toutes les plateformes de consommation, au Canada et à l'étranger.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file grâce à son soutien financier et à ses initiatives qui alimentent le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

Notre travail

Téléfilm est formée d'une équipe de quelques 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous soutenons des entreprises et des créateurs dynamiques, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens en plus de promouvoir et d'exporter du contenu canadien dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*¹, qui comporte six priorités:

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministère du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle depuis nos quatre bureaux situés à Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*² établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

1 : <https://telefilm.ca/fr/propos-de-telefilm-canada/plan-strategique>
2 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Depuis le début de l'exercice, la Société a annoncé qu'elle avait investi 4,7 millions de dollars dans 11 nouvelles productions autochtones, ce qui dépasse l'engagement initial de 4,2 millions de dollars prévu.

Également, une entente a été signée avec le ministère du Patrimoine Canadien pour une aide de 2,5 millions de dollars pour le renforcement et le positionnement des créateurs et du contenu canadien dans certains territoires tel que l'Europe et l'Asie ainsi que pour du financement additionnel pour des coproductions internationales. Cette entente s'inscrit dans un effort global de Patrimoine Canadien de promotion des industries créatives sur la scène internationale.

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 28 longs métrages de production, pour une somme avoisinant les 8,5 millions de dollars.

À nouveau cette année, la Société s'est associée au Festival international du film de Toronto (TIFF) en mettant l'accent sur le talent canadien. Durant cette édition du Festival, quatre projets récemment financés dans le cadre du **Programme de production à micro-budget** ont été présentés dans le cadre du Festival. Les initiatives suivantes ont été de retour cette année : Filmmaker Boot Camp, PITCH THIS!, TIFF Rising Stars et le Talent Lab. L'Hommage Diamant Birks, qui en était à sa cinquième édition, a permis de mettre en lumière 12 actrices, réalisatrices et scénaristes canadiennes exceptionnelles. De plus, étant donné son succès grandissant, l'initiative Eye on TIFF a été élargie afin de cibler les responsables des acquisitions et de la présentation en salle des films étrangers de Londres et de Paris. Unifrance a fait équipe une fois de plus avec la Société pour présenter des extraits de films à New York, Los Angeles et Paris. Au cours du trimestre, la Société a organisé trois panels dont un qui a permis aux réalisatrices honorées dans le cadre de l'Hommage Diamant Birks de parler de la façon dont elles ont pris leur carrière en main pour se tailler une place au sein de l'industrie.

Pour célébrer le 150^e anniversaire de la Confédération canadienne, le Canada a été choisi pour être le pays à l'honneur à la 20^e édition du Festival international du film de Guanajuato au Mexique. Le festival a mis en vedette nos cinéastes les plus réputés, nos talents les plus brillants et nos étoiles montantes, ainsi qu'un certain nombre de coproductions canado-mexicaines.

La coproduction Canada-Suisse 1999 (*Wish You Were Here*) est la première coproduction majoritairement canadienne à obtenir l'appui du *Fonds de soutien au cinéma du Conseil de l'Europe* (Eurimages). Le Canada a joint le Fonds culturel du Conseil de l'Europe en mars dernier et il devenait ainsi le premier pays non européen à y adhérer.

Les quatre dernières présentations des Soirées cinéma au Canada ont eu lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice avec des projections à Montréal, Halifax, Calgary et Vancouver avec respectivement les films *Hochelaga, terre des âmes*, *Long Time Running*, *When They Awake* et *Meditation Park*. Un site web a été lancé pour présenter les événements qui ont été organisés.

Finalement, le jury pancanadien, présidé et piloté par la Société, a sélectionné le film *Hochelaga, terre des âmes* de François Girard pour représenter le Canada dans la course aux nominations pour l'Oscar du Meilleur film en langue étrangère. À ce jour, les projets de François Girard ont décroché plus d'une centaine de prix internationaux.

Personnel

Par ailleurs, il n'y a eu aucun changement de personnel au niveau du comité de direction de la Société.



4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société s'appuie sur une gouvernance qui s'articule par l'entremise du conseil d'administration et de ses trois sous-comités, et du comité de direction, présidé par la directrice générale, et ses comités dérivés. Le conseil d'administration et ses trois sous-comités ne se sont pas rencontrés durant le deuxième trimestre. Pour sa part, le comité de direction s'est réuni à 11 reprises.

Finalement, le mandat de monsieur Michel Roy à titre de président du conseil d'administration de la Société se terminera en octobre 2017 après dix ans de service. Monsieur G. Grant Machum, vice-président du conseil, agira à titre de président intérimaire.

5. GESTION DU RISQUE

L'évaluation des risques est sous la gouverne de deux comités : le comité d'audit et des finances ainsi que le comité de gestion de risques. L'évaluation des risques, leurs composantes, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues semestriellement.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans le délai imparti par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 30 septembre 2017. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

Veillez noter que les montants des tableaux d'analyse sont présentés en milliers de dollars.

Dépenses de soutien

Après les six premiers mois de l'exercice, les dépenses de soutien présentent un retard important par rapport au budget, mais non-significatif en comparaison de l'exercice précédent. Ceci provient essentiellement des programmes de production.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget \$	%	Réel \$	%
Programmes de production	63 322	26 130	18 389	21 616	7 741	30	(3 227)	(15) ①
Programme de développement	7 825	1 570	1 583	1 565	(13)	(1)	18	1
Programme pour le long métrage documentaire	2 000	1 100	1 123	98	(23)	(2)	1 025	1 046 ②
Programme de production à micro-budget	4 000	2 200	765	2 198	1 435	65	(1 433)	(65) ③
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle	492	249	266	257	(17)	(7)	9	4
Contribution au Fonds culturel Eurimages du Conseil de l'Europe	1 500	-	-	-	-	-	-	-
	<u>79 139</u>	<u>31 249</u>	<u>22 126</u>	<u>25 734</u>	<u>9 123</u>	<u>29</u>	<u>(3 608)</u>	<u>(14)</u>
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales	8 136	5 000	5 096	4 524	(96)	(2)	572	13 ④
Activités promotionnelles internationales	5 185	2 850	3 010	1 967	(160)	(6)	1 043	53 ⑤
Programme de mise en marché	10 780	2 500	674	1 653	1 826	73	(979)	(59) ⑥
Programme de mise en marché internationale	1 150	350	142	217	208	59	(75)	(35) ⑦
Programme d'aide à l'exportation	800	200	28	-	172	86	28	- ⑧
Programme Innovation	2 000	500	-	-	500	100	-	- ⑨
	<u>28 051</u>	<u>11 400</u>	<u>8 950</u>	<u>8 361</u>	<u>2 450</u>	<u>21</u>	<u>589</u>	<u>7</u>
	107 190	42 649	31 076	34 095	11 573	27	(3 019)	(9)

① Les **Programmes de production** présente une baisse de 30% par rapport au budget et de 15% par rapport à la période comparative. L'écart budgétaire temporaire s'explique par quelques gros projets sur le point d'être conclus. Quant à l'écart par rapport à l'exercice précédent, bien que le nombre de projets ait augmenté, le montant octroyé par projet a quant à lui diminué.

② Les dépenses pour le **Programme pour le long métrage documentaire** sont beaucoup plus élevées que pour les six premiers mois de 2016-2017. Le niveau de l'an dernier était anormalement bas, dû à l'ouverture tardive du programme dans la nouvelle plateforme de collaboration en ligne, Dialogue. Pour cet exercice, la hausse correspond à l'augmentation budgétaire prévue de ce programme, qui a doublé depuis le dernier exercice.

③ À la mi-année, le **Programme de micro-budget** présente une position de surplus budgétaire et une diminution importante par rapport à l'exercice antérieur. À pareil date, l'an passé, tous les projets de ce programme avaient été signés en comparaison de six pour l'année en cours. Ce retard sera rattrapé dans les prochains mois.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Dépenses de soutien (suite)

- 4 Les dépenses du **Programme de promotion et des activités promotionnelles nationales** sont en augmentation eu égard aux dépenses du semestre comparatif de l'exercice précédent. Tel que prévu au budget, certaines activités promotionnelles ont été ajoutées cette année, tel que les *Soirées Cinéma au Canada*.
- 5 Les **activités promotionnelles internationales** sont en hausse par rapport à l'exercice précédent tel qu'anticipé. Pour l'exercice 2017-2018, le budget a été augmenté afin d'ajouter plusieurs initiatives telles que *Canada Now* et *Eye on TIFF* à Londres et Paris
- 6 Les dépenses du **Programme de mise en marché** sont inférieures à ce qui a été budgété par plus de 73% et inférieures à celles du dernier exercice par plus de 59%. Le financement de la mise en marché est difficile à prévoir puisque les demandes de financement dépendent des sorties en salle. De plus, certains films qui ont pris l'affiche ont été des succès pressentis et n'ont pas requis de soutien financier de Téléfilm. Des économies budgétaires sont prévues dans ce programme.
- 7 En ce qui concerne le **Programme de mise en marché internationale**, les dépenses sont inférieures au budget par plus de 59%. Les dépenses de ce programme sont difficilement prévisibles puisque le financement dépend entièrement de la sélection des œuvres dans les festivals internationaux.
- 8 L'an dernier, la Société a procédé au lancement du nouveau **Programme d'exportation**. Ce programme gagne encore à être connu par l'industrie et des efforts de communication sont effectués en ce sens.
- 9 Le **Programme Innovation** est un nouveau programme de 2017-2018 et la Société est encore à évaluer les demandes reçues.

Frais de fonctionnement et d'administration

Les frais de fonctionnement et d'administration sont demeurés à un niveau similaire à celui budgétisé et à celui de la période précédente.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18 382	9 234	8 618	8 279	616	7	339	4
Technologies de l'information	1 690	1 305	1 383	1 289	(78)	(6)	94	7
Location, taxes, chauffage et électricité	1 855	891	923	894	(32)	(4)	29	3
Honoraires professionnels	1 823	778	557	878	221	28	(321)	(37) 1
Amortissement d'immobilisations corporelles	760	272	269	206	3	1	63	31 2
Frais de bureau	568	262	255	328	7	3	(73)	(22) 3
Voyages et accueil	546	254	243	235	11	4	8	3
Publicité et publications	330	143	102	124	41	29	(22)	(18)
	25 954	13 139	12 350	12 233	789	6	117	1

- 1 Le poste des **honoraires professionnels** affiche un montant inférieur au budget et inférieur à l'exercice précédent. L'écart budgétaire s'explique par les travaux des consultants informatiques qui n'ont pas eu lieu au moment et au rythme prévu, tandis que l'écart par rapport au semestre comparatif provient d'une étude sur les habitudes de consommation produite l'an dernier à pareille date.
- 2 L'**amortissement** est en hausse par rapport à la période comparative, de nouveaux éléments d'actifs reliés au projet de refonte des systèmes d'information ayant débuté leur période d'amortissement.
- 3 Les **frais de bureau** sont en diminution par rapport à la période comparative, reliés à une réduction de coût d'entretien suite au changement du système téléphonique ainsi qu'à une diminution des frais de formation, tel que prévu.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Financement gouvernemental et revenus

Les différentes sources de financement de la Société ont présenté un niveau d'activité similaire à ce qui avait été budgétisé ainsi qu'à la période comparative de l'exercice précédent.

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017

	Budget		Réal		Écart				
	Annuel	Période	2017- 2018	2016- 2017	Budget		Réal		
					\$	%	\$	%	
Crédit parlementaire	100 454	56 838	51 288	45 114	(5 550)	(10)	6 174	14	1
Revenus d'investissements et récupérations	10 000	5 100	6 800	9 208	1 700	33	(2 408)	(26)	2
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada	9 553	4 777	4 642	4 916	(135)	(3)	(274)	(6)	
Fonds des talents	2 165	722	825	869	103	14	(44)	(5)	
Contributions aux activités de soutien promotionnel	1 200	870	732	482	(138)	(16)	250	52	3
Intérêts et autres revenus	100	50	54	57	4	8	(3)	(5)	
	123 472	68 357	64 341	60 646	(4 016)	(6)	3 695	6	

- 1 Le **crédit parlementaire** affiche une utilisation inférieure à notre prévision budgétaire, mais supérieure en comparaison des six premiers mois de l'exercice précédent. Cette sous-utilisation est causée principalement par une diminution des paiements suivant le faible niveau des engagements de l'exercice. Pour ce qui est du semestre comparatif, l'écart s'explique principalement par une hausse des versements requis pour pallier les obligations relatives à nos programmes de financement pour les contrats signés lors des exercices antérieurs.
- 2 Les **revenus d'investissements et de récupérations d'avances** sont plus élevés que les revenus anticipés, mais en deçà de la période comparative. Pour les six premiers mois de l'exercice précédent, les revenus étaient à un niveau extraordinaire portés, entre autres, par d'importantes ventes internationales de coproductions. Les revenus du premier semestre sont tout de même plus élevés que le budget et, à l'exception de l'exercice précédent, demeure à un niveau plus élevé que les sept derniers exercices, galvanisés par certains projets tel que *Brooklyn*, *Room*, et *Hyena Road*.
- 3 Les **contributions aux activités de soutien promotionnel** sont en hausse par rapport aux revenus de la période comparative et sont reliés aux commandites des événements Soirées cinéma au Canada.

8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE

	Réel		Écart	
	2017- 2018	2016- 2017	\$	%
Dépenses de soutien	17 144	16 851	293	2
Frais de fonctionnement et d'administration	5 591	5 585	6	-
Revenus	9 500	12 055	(2 555)	(21) ¹
Crédit parlementaire	29 984	22 856	7 128	31 ²
Excédent	16 749	12 475	4 274	34

¹ Les **revenus** du 2e trimestre de l'exercice précédent étaient à un niveau inhabituel, porté entre autre par les revenus sur le programme de production.

² La hausse de notre **crédit parlementaire** est, quant à elle, justifiée par les versements requis pour pallier les obligations relatives à nos programmes de financement de l'exercice antérieur.

9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel		Écart		
	30 sept. 2017	31 mars 2017	\$	%	
Actifs financiers					
Montant à recevoir du Trésor	69 681	61 709	7 972	13	1
Trésorerie - Fonds des talents	2 215	649	1 566	241	2
Débiteurs	1 977	2 977	(1 000)	(34)	3
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 334	3 262	(928)	(28)	4
Prêt	240	240	-	-	
	76 447	68 837	7 610	11	
Passifs					
Créditeurs et charges à payer	2 488	3 234	(746)	(23)	5
Revenus reportés - Fonds des talents	1 367	-	1 367	-	6
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	30 533	45 172	(14 639)	(32)	7
Passif au titre des avantages sociaux futurs	766	783	(17)	(2)	
Actifs financiers nets	41 293	19 648	21 645	110	
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	5 947	4 662	1 285	28	8
Charges payées d'avance	260	2 275	(2 015)	(89)	9
Excédent accumulé	47 500	26 585	20 915	79	

- 1 Le **montant à recevoir du Trésor** a augmenté principalement en raison de l'encaissement de revenus et récupérations issus de projets.
- 2 La **trésorerie du Fonds des talents** a augmenté en raison de l'encaissement des contributions de Bell Média et de Corus Entertainment qui n'ont pas encore été utilisées en totalité.
- 3 La diminution des **débiteurs** provient principalement de deux sources. Premièrement, les décaissements du trimestre sur des investissements ont été moins élevés que ceux de la fin de l'exercice précédent. Deuxièmement, les comptes à recevoir liés aux rapports d'exploitation sont en baisse, principalement dû au fait qu'en fin d'année, des procédés de démarcation exhaustifs sont effectués.
- 4 Le **montant à recevoir du Fonds des médias du Canada** affiche une baisse qui est reliée principalement aux coûts du projet de refonte des systèmes d'information (RSI) facturés au 31 mars dernier ainsi qu'à la taxe de vente harmonisée de 13 % exigibles sur les services d'exécution des programmes incluse au 31 mars.
- 5 La baisse des **créditeurs** s'explique principalement par l'exercice de procédés de démarcation exhaustifs de fin d'année qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre, particulièrement pour les charges de natures administratives.
- 6 Les contributions de Bell Média et de Corus Entertainment sont assujetties à des affectations d'origine externe et, de ce fait, sont constatées à l'état des résultats seulement au moment où elles sont utilisées aux fins prévues. Ainsi, les **revenus reportés** ont augmenté dû à la contribution de Bell Média et de Corus Entertainment qui n'ont pas encore été utilisée en totalité.
- 7 La diminution des **obligations relatives aux programmes d'aide financière** découle du fait que de près de la moitié du solde au 31 mars 2017 a été versé depuis le début de l'exercice, et que ce montant n'a pas encore été compensé par de nouvelles obligations.
- 8 La hausse des **immobilisations corporelles** provient de la capitalisation aux travaux en cours de coûts associés au projet RSI.
- 9 Les **charges payées d'avance** ont diminué de façon importante en conséquence de la passation aux résultats de la presque totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent.



10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 sept. 2017	30 sept. 2016
Coût de l'exploitation	43 426	46 328
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de soutien qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	14 693	6 398
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(681)	(1 126)
Contributions aux activités de soutien promotionnel	(732)	(482)
Charges payées d'avance	(2 015)	(1 847)
Créances contractuelles	(9)	(10)
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(4 642)	(4 916)
Acquisitions d'immobilisations	1 554	968
Recouvrement de salaire pour transition à un régime de paie en arrérages	(20)	-
Amortissement	(269)	(206)
Avantages sociaux futurs	(17)	7
Crédit parlementaire constaté au 30 septembre	51 288	45 114
Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents	49 166	50 340
Crédit parlementaire autorisé	100 454	95 454

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2017-2018.

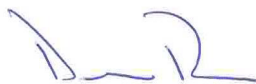
11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2017**Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA
Directrice générale



Denis Pion
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 29 novembre 2017



État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 30 sept.	
		2017	2016
Dépenses de soutien			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Programmes de production		8 565	8 597
Programme de développement		1 583	1 369
Programme pour le long métrage documentaire		1 048	-
Programme de production à micro-budget		765	2 198
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		143	130
		12 104	12 294
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales		3 588	3 142
Activités promotionnelles internationales		912	458
Programme de mise en marché		460	852
Programme de mise en marché internationale		80	105
		5 040	4 557
		17 144	16 851
Frais de fonctionnement et d'administration	A	5 591	5 585
Coût de l'exploitation		22 735	22 436
Revenus			
Revenus d'investissements et récupérations			
		6 253	8 501
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada			
		2 224	2 508
Fonds des talents			
		800	865
Contributions aux activités de soutien promotionnel			
		191	149
Intérêts et autres revenus			
		32	32
		9 500	12 055
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		13 235	10 381
Financement gouvernemental			
Crédit parlementaire		29 984	22 856
Excédent		16 749	12 475
Excédent accumulé au début		30 751	27 951
Excédent accumulé à la fin		47 500	40 426

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État des résultats

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Période terminée le 30 sept.		
		Budget Cumulatif	2017 Cumulatif	2016 Cumulatif
Dépenses de soutien				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Programmes de production		26 130	18 389	21 616
Programme de développement		1 570	1 583	1 565
Programme pour le long métrage documentaire		1 100	1 123	98
Programme de production à micro-budget		2 200	765	2 198
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		249	266	257
		31 249	22 126	25 734
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Programme de promotion et activités promotionnelles nationales		5 000	5 096	4 524
Activités promotionnelles internationales		2 850	3 010	1 967
Programme de mise en marché		2 500	674	1 653
Programme de mise en marché internationale		350	142	217
Programme d'aide à l'exportation		200	28	-
Programme Innovation		500	-	-
		11 400	8 950	8 361
		42 649	31 076	34 095
Frais de fonctionnement et d'administration	B	13 139	12 350	12 233
Coût de l'exploitation		55 788	43 426	46 328
Revenus				
Revenus d'investissements et récupérations		5 100	6 800	9 208
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		4 777	4 642	4 916
Fonds des talents		722	825	869
Contributions aux activités de soutien promotionnel		870	732	482
Intérêts et autres revenus		50	54	57
		11 519	13 053	15 532
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		44 269	30 373	30 796
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		56 838	51 288	45 114
Excédent		12 569	20 915	14 318
Excédent accumulé au début		26 585	26 585	26 108
Excédent accumulé à la fin		39 154	47 500	40 426

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 sept. 2017	31 mars 2017
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	69 681	61 709
Trésorerie - Fonds des talents	2 215	649
Débiteurs	1 977	2 977
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 334	3 262
Prêt	240	240
	76 447	68 837
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	2 488	3 234
Revenus reportés - Fonds des talents	1 367	-
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	30 533	45 172
Passif au titre des avantages sociaux futurs	766	783
	35 154	49 189
Actifs financiers nets	41 293	19 648
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	5 947	4 662
Charges payées d'avance	260	2 275
	6 207	6 937
Excédent accumulé	47 500	26 585

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de six mois terminée le 30 septembre 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 sept. Budget	30 sept. 2017	31 mars 2017
Excédent	12 569	20 915	477
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	272	269	486
Acquisitions	(1 200)	(1 554)	(2 798)
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(151)	(2 275)
Utilisation des charges payées d'avance	2 200	2 166	2 365
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	13 841	21 645	(1 745)
Actifs financiers nets au début de l'exercice	19 648	19 648	21 393
Actifs financiers nets à la fin	33 489	41 293	19 648

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 30 septembre 2017

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trimestre terminé le 30 sept.		Période terminée le 30 sept.	
	2017	2016	2017	2016
Activités de fonctionnement				
Excédent	16 749	12 475	20 915	14 318
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Diminution du passif au titre des avantages sociaux futurs	1	19	(17)	7
Amortissement des immobilisations corporelles	133	101	269	206
	16 883	12 595	21 167	14 531
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution des débiteurs	771	567	1 000	258
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	143	(142)	928	705
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	417	(1 018)	(746)	(645)
Augmentation (diminution) des revenus reportés - Fonds des talents	10	(855)	1 367	490
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(8 872)	(4 519)	(14 639)	(6 906)
Diminution des charges payées d'avance	-	-	2 015	1 847
	9 352	6 628	11 092	10 280
Activités d'investissement en immobilisations				
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(687)	(470)	(1 155)	(764)
Variation des créditeurs et charges à payer des projets en capital	(202)	(54)	(399)	(204)
	(889)	(524)	(1 554)	(968)
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents	8 463	6 104	9 538	9 312
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents au début de la période	63 433	61 343	62 358	58 135
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période	71 896	67 447	71 896	67 447

Les notes complémentaires et les annexes font partie intégrante des états financiers.



Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2017. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2017.

2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2016-2017 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2017-2018.

Annexes A et B - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 30 sept.	
	2017	2016
Salaires et avantages sociaux	4 068	4 082
Location, taxes, chauffage et électricité	468	447
Technologies de l'information	375	264
Honoraires professionnels	285	388
Amortissement d'immobilisations corporelles	133	101
Frais de bureau	117	153
Voyages et accueil	101	112
Publicité et publications	44	38
	5 591	5 585

B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Période terminée le 30 sept.	
		2017	2016
Salaires et avantages sociaux	9 234	8 618	8 279
Technologies de l'information	1 305	1 383	1 289
Location, taxes, chauffage et électricité	891	923	894
Honoraires professionnels	778	557	878
Amortissement d'immobilisations corporelles	272	269	206
Frais de bureau	262	255	328
Voyages et accueil	254	243	235
Publicité et publications	143	102	124
	13 139	12 350	12 233